Sociétés militaires privées russes en Afrique subsaharienne

Atouts, limites, conséquences



Sergey SUKHANKIN

Septembre 2020



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé

en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue

d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses

travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de

l'auteur.

Note réalisée dans le cadre de l'« Observatoire Russie, Caucase et Europe orientale », avec le soutien de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS),

ministère des Armées.

ISBN: 979-10-373-0221-2

© Tous droits réservés, Ifri, 2020

Couverture: © Getmilitaryphotos/Shutterstock

Comment citer cette publication:

Sergey Sukhankin, « Sociétés militaires privées russes en Afrique subsaharienne : atouts, limites, conséquences », Russie.Nei.Visions, nº 120, Ifri, septembre 2020.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 - FRANCE

Tél.: +33 (0)1 40 61 60 00 - Fax: +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail: accueil@ifri.org

Site internet: Ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles policy oriented abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Auteur

Sergey Sukhankin est chercheur à la Jamestown Foundation et conseiller à Gulf State Analytics (Washington DC). Ses travaux portent principalement sur Kaliningrad et la région de la mer Baltique, les opérations d'information russes et la cybersécurité, ainsi que le concept de déni d'accès et interdiction de zone (A2/AD) et son interprétation en Russie. Il conduit également des recherches sur l'histoire et le développement des sociétés militaires privées (SMP) russes depuis le déclenchement de la guerre civile syrienne. Son étude approfondie consacrée à cette question, intitulée « La continuation de la guerre par d'autres moyens : le cas de Wagner, la première société militaire privée russe au Moyen-Orient », a été publiée par la Jamestown Foundation. Ses articles universitaires, commentaires et analyses politiques ont été publiés par des institutions de recherche, des think tanks et des médias internationaux de premier plan, notamment la Jamestown Foundation (États-Unis), l'ECFR (Royaume-Uni), le CIDOB (Espagne), Diplomaatia (Estonie), le RIAC (Russie), New Eastern Europe (Pologne), Kyiv Post (Ukraine), The New Republic (États-Unis), Business Insider (États-Unis), Rzeczpospolita (Pologne), El Mundo, El Periodico et El Confidencial (Espagne). Il vit actuellement au Canada.

Résumé

Depuis 2014, la Russie a significativement accru son engagement en Afrique, se joignant à la course aux marchés locaux et aux opportunités offertes par un continent en pleine mutation. Pour atteindre ses objectifs géoéconomiques et politiques en Afrique, Moscou s'appuie principalement sur la coopération militaro-technique et sur l'« exportation de la sécurité », deux domaines qui constituent ses principaux avantages concurrentiels. Outre les activités légales, telles que les ventes d'armes, la formation et le conseil, il a également recours à des outils illégaux, notamment à des sociétés militaires privées (SMP), entités interdites *de jure* en Russie et impliquées (depuis 2014) dans les conflits en cours en Ukraine, en Syrie et en Libye. Leurs activités en Ukraine et, dans une moindre mesure, en Syrie ont conféré aux SMP russes une aura de force et d'efficacité. En revanche, en Afrique subsaharienne, leur utilisation n'aura qu'un effet stratégique limité et ne produira probablement pas de bénéfices durables à long terme pour la Russie.

Sommaire

INTRODUCTION	5
LA RUSSIE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE : DES INTÉRÊTS STRATÉGIQUES, MAIS PAS DE STRATÉGIE	6
LES AVANTAGES COMPÉTITIFS DE LA RUSSIE EN AFRIQUE	9
« Un chat noir dans une pièce obscure » : que sont les SMP russes ?	12
TROIS ÉTUDES DE CAS : LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, LE SOUDAN ET LE MOZAMBIQUE	16
La République centrafricaine (RCA)	17
La République du Soudan	20
La République du Mozambique	23
OUELLES PERSPECTIVES ?	27

Introduction

Le premier Sommet Russie-Afrique, qui s'est tenu à Sotchi les 23-24 octobre 2019, visait à affirmer le grand retour de la Russie en Afrique après une longue période d'absence consécutive à la dissolution de l'Union soviétique¹. À partir de 2014, année de l'éclatement de la crise des relations russo-occidentales, l'Afrique – qui avait joué un rôle majeur dans la politique étrangère soviétique – a regagné une partie de son importance passée aux yeux de Moscou. La politique africaine de la Russie met l'accent sur l'adhésion aux principes de justice, de droit international, de respect des droits de l'homme et de souveraineté des nations africaines - ce qui, selon le discours russe, contraste avec la « posture utilitariste » de l'Occident (lequel chercherait uniquement à s'approprier les ressources de l'Afrique et à y renforcer sa « sphère d'influence² »). Pour remplir ses objectifs géoéconomiques et politiques en Afrique subsaharienne³, la Russie emploie une combinaison de facettes légitimes et illégitimes de la coopération militaro-technique – l'un des rares avantages comparatifs sur lesquels elle peut compter en Afrique. Cette approche présente cependant de multiples défauts et ne peut être assimilée à une véritable stratégie, comme nous le montrerons à travers l'étude des cas de la République centrafricaine (RCA), du Soudan et du Mozambigue. Cet article tente de répondre à quatre questions principales. Quels sont les intérêts stratégiques de la Russie en Afrique subsaharienne, et par quels moyens ces intérêts sont-ils poursuivis? Quelle est la nature des SMP russes et quels sont leurs objectifs ? Quelle est la corrélation entre les intérêts russes en Afrique et l'utilisation des SMP ? Enfin, quels ont été jusqu'à présent les résultats de leur utilisation?

Traduit de l'anglais par Boris Samkov.

^{1 . «} Russia-Africa Summit and Economic Forum », Roscongress Foundation, consulté le 1er mai 2020, www.summitafrica.ru.

^{2. «} Vladimir Putin : Rossiâ gotova k konkurencii za sotrudničestvo s Afrikoj » [Vladimir Putin : la Russie est prête à rivaliser pour la coopération avec l'Afrique], *TASS*, 20 octobre 2019, disponible sur : www.tass.ru.

^{3.} Les pays d'Afrique du Nord sont exclus du champ de cette recherche. Le Soudan sera considéré comme faisant partie de l'Afrique subsaharienne en raison de son contexte historico-culturel.

La Russie en Afrique subsaharienne : des intérêts stratégiques, mais pas de stratégie

Contrairement à d'autres grandes puissances, l'Empire russe n'a jamais envisagé de mettre en œuvre une expansion coloniale en Afrique. Dans les premières décennies de son existence, l'Union soviétique n'a elle aussi accordé à l'Afrique qu'une attention marginale. La situation a évolué sous Nikita Khrouchtchev (1958-1964) et Léonid Brejnev (1964-1982). Durant cette période, la politique africaine de l'Union soviétique a atteint son apogée. La décolonisation, souvent émaillée de violences, représentait une occasion parfaite d'exporter l'idéologie du régime ⁴. Justifiant son engagement en Afrique par des principes d'internationalisme et de solidarité, l'Union soviétique y a alloué des ressources considérables, qui ont été consacrées aux domaines suivants⁵:

- La coopération militaro-technique (livraison d'armes ; formation ; (ré)organisation des forces armées locales).
- Le soutien économique direct (prêts et crédits ; livraison de denrées alimentaires et de produits stratégiques ; aide aux grands projets d'infrastructure).
- L'assistance économique indirecte (formation d'experts/spécialistes civils africains⁶).

L'Union soviétique est ainsi parvenue à renforcer sa présence militaire dans les océans Indien et Atlantique, établissant notamment des bases en

^{4.} S. Sukhankin, « Russia's Hired Guns in Africa », European Council on Foreign Relations, 12 novembre 2018, disponible sur : www.ecfr.eu.

^{5.} S. Sukhankin, « The "Hybrid" Role of Russian Mercenaries, PMCs and Irregulars in Moscow's Scramble for Africa », The Jamestown Foundation, 10 janvier 2020, disponible sur: www.jamestown.org.

^{6.} Avant 1991, environ 60 000 Africains ont étudié en Union soviétique, et plus de 240 000 autres ont reçu en Afrique une formation dispensée par des enseignants soviétiques. Lire A. Baklanov, « RF-Afrika : složenie potencialov usilit vliânie v mire » [Fédération de Russie-Afrique : l'addition des capacités des deux parties va leur permettre d'accroître leur influence dans le monde], Nezavisimaâ Gazeta, 16 juin 2019, disponible sur: www.ng.ru.



Guinée, en Angola, en Somalie et en Éthiopie⁷. Toutefois, ces efforts extrêmement coûteux n'ont guère permis d'engranger des dividendes économiques. Après l'effondrement de l'Union soviétique, l'Afrique a de facto disparu du champ de vision de la politique étrangère russe⁸. Cette tendance a commencé à évoluer à partir de 2006, après la visite de Poutine en Afrique du Sud. Le déplacement du président russe répondait à un ensemble de calculs géoéconomiques et géopolitiques (notamment liés au groupe informel des BRICS); il ne s'est cependant pas traduit pas des mesures concrètes significatives. Dans une certaine mesure, la crise ukrainienne a favorisé le rapprochement russo-africain. Après 2014, Moscou a en effet cherché à rompre l'isolement imposé par les pays occidentaux et a notamment intensifié ses contacts avec les nations africaines. Néanmoins, malgré certains progrès visibles, ses capacités sur le continent sont limitées par un certain nombre de facteurs, en particulier la faible attractivité de son économie et le niveau très bas de ses échanges commerciaux avec les pays subsahariens⁹ (qui ne devrait pas augmenter substantiellement¹⁰).

D'autre part, le *soft power* de la Russie sur le continent est très limité : selon Afrobarometer, les Africains considèrent les modèles politiques américain (30 %) et chinois (24 %) comme les plus attractifs¹¹. Le discours russe a pour défaut de se concentrer excessivement sur le rôle joué par l'Union soviétique dans la décolonisation et la libération des nations africaines – une posture qui s'accompagne notamment d'une rhétorique anti-occidentale et, plus particulièrement, anti-française¹². Ce discours de type soviétique, bien qu'il soit dans une certaine mesure préjudiciable à la France, ne correspond pas à l'évolution rapide du paysage socioculturel, politique et ethno-religieux en Afrique, et n'apporte donc guère de

^{7.} Du fait de l'opacité et du secret entourant la présence militaire soviétique en Afrique pendant la guerre froide, les données relatives à cette question sont à ce jour classées. D'après certaines estimations, entre 1975 et 1994, rien qu'en Angola, le nombre total de militaires soviétiques/russes a pu atteindre jusqu'à 11 000 hommes. Pour plus d'informations, voir : S. Kolomnin, « Russkij specnaz v Afrike » [Les forces spéciales russes en Afrique], Soûz Veteranov Angoly, consulté le 1er juin 2020, disponible sur : www.veteranangola.ru.

^{8.} A. Baklanov, « Rossiâ-Afrika : srednesročnij plan dejstvij » [Russie-Afrique : plan d'action à moyen terme], *Russia in Global Affairs*, 10 août 2018, disponible sur : www.globalaffairs.ru.

^{9. «} Rossiâ-Afrika : raskryvaâ potencial sotrudničestva » [Russie-Afrique : développer le potentiel de la coopération], Roscongress Foundation, 23 octobre 2019, disponible sur : www.roscongress.org.

^{10.} P. Stronski, « Late to the Party: Russia's Return to Africa », Carnegie Endowment for International Peace, 16 octobre 2019, disponible sur: www.carnegieendowment.org.

^{11.} S. Paduano, « Putin Lost His African Great Game Before He Started », Foreign Policy, 31 octobre 2019, disponible sur: www.foreignpolicy.com.

^{12.} K. Limonier, « The Dissemination of Russian-Sourced News in Africa: A Preliminary General Map », Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), 29 janvier 2019.



bénéfices à Moscou¹³. De fait, le recours à une rhétorique de style soviétique¹⁴ ne semble pas en mesure de renforcer significativement son soft power sur le continent. Une autre grave erreur historique tient à la personnification excessive de la politique étrangère de Moscou. Cette approche a montré ses limites aussi bien à l'époque soviétique (vis-à-vis de Gamal Abdel Nasser et d'Hafez al-Assad, entre autres exemples) qu'après 1991, quand la Russie s'est trop appuyée sur des dirigeants comme Jacob Zuma, Mouammar Kadhafi et Omar el-Béchir (il en sera question plus loin). Malgré le contrôle qu'il semblait exercer sur de nombreux pays africains pendant la guerre froide, les résultats obtenus par Moscou se sont révélés décevants. De toute évidence, l'absence de stratégie constructive – l'Union soviétique s'étant uniquement consacrée à promouvoir son idéologie et à défier les autres acteurs internationaux - représentait une voie sans issue. Or, à ce stade, le retour de la Russie en Afrique, particulièrement prononcé après 2014, apparaît comme une réaction plutôt que comme la manifestation d'une stratégie globale tournée vers l'avenir.

^{13.} I. Loškarev, « Politika Rossii v menâûščejsâ Afrike : v poiskah strategii » [La politique russe dans une Afrique en mutation : à la recherche d'une stratégie], Russian International Affairs Council, 9 octobre 2019, disponible sur : www.russiancouncil.ru.

^{14.} S. Sukhankin, « The Russia-Africa Summit: Soviet Mistakes and Fresh Challenges », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 16, n° 149, The Jamestown Foundation, 28 octobre 2019, disponible sur: www.jamestown.org.

Les avantages compétitifs de la Russie en Afrique

Ce tableau pessimiste doit cependant être nuancé. Malgré ses limites, la politique russe en Afrique donne quelques résultats positifs. Même si l'Afrique n'est pas mentionnée dans ses principaux documents et doctrines, la Russie a défini ses objectifs géopolitiques et économiques essentiels sur le continent¹⁵. Le rôle de deux personnalités doit être particulièrement mis en exergue : il s'agit de l'envoyé spécial du président russe pour le Moyen-Orient et l'Afrique, Mikhaïl Bogdanov ¹⁶, également vice-ministre des Affaires étrangères, qui s'est rendu sur le continent plus de 50 fois entre 2014 et 2019, et qui représente officiellement la partie russe et ses intérêts ; et de Evguéni Prigojine ¹⁷, un homme d'affaires de Saint-Pétersbourg proche de Vladimir Poutine ¹⁸, sponsor présumé de la SMP Wagner ¹⁹, qui incarne la « face cachée » de la politique africaine de Moscou. Les aspects positifs et négatifs de cette approche seront abordés ultérieurement.

En outre, la Russie dispose de plusieurs avantages compétitifs en Afrique. Elle est parvenue, jusqu'à présent, à ne pas répéter la principale erreur commise par l'Union soviétique : le gaspillage d'immenses moyens

15. O. Kulkova, « Povorot Rossii k Afrike : kakovy perspektivy ? » [La Russie se tourne vers l'Afrique : quelles perspectives ?], Club Valdaï, 5 mars 2018, disponible sur : www.ru.valdaiclub.com.

16. Entre autres missions, Bogdanov a joué un rôle central lors de la préparation du Sommet et Forum économique Russie-Afrique d'octobre 2019. Voir, par exemple : O. Adeniyi, « Russia-Africa : Who Are the Master Forces Behind the Sochi Summit ? », *Naija News*, 13 août 2019, disponible sur : www.naijanews.com.

17. Il est essentiel de souligner le rôle de Prigojine dans la création et la diffusion de la désinformation anti-occidentale par le biais de l'« usine à trolls » et d'autres moyens de désinformation similaires. L'implication d'agents liés à Prigojine (selon la formule consacrée, des « technologues politiques ») est particulièrement importante en Afrique, où ils ont été mis à contribution (sans succès) pour influencer les élections dans certains pays (notamment Madagascar). Pour plus d'informations, voir : I. Rozhdestvensky, R. Badanin, « Master and Chef: How Evgeny Prigozhin Led the Russian Offensive in Africa », *Proekt*, 14 mars 2019, disponible sur : www.proekt.media.

18. Même s'îl est difficile de déterminer le degré de proximité exact entre les deux hommes, de nombreuses sources crédibles ont fait état de l'existence de ces liens. Voir : « Evgeny Prigozhin's Right to Be Forgotten: What Does Vladimir Putin's Favorite Chef Want to Hide from the Internet? », *Meduza*, 13 juin 2016, disponible sur : www.meduza.io.

19. « Peskov podtverdil prisutstvie Vagnera na priëme v Kremle » [Peskov confirme la présence de Wagner à une réunion au Kremlin], *Fontanka.ru*, 15 décembre 2016, disponible sur : www.m.fontanka.ru.



économiques au nom d'objectifs illusoires. Manquant de ressources financières, la Russie ne cherche pas à jouer un rôle de premier plan en Afrique; elle y applique le principe de l'« asymétrie » (assimetrichnost'), gardant un profil bas et agissant parfois de manière à empêcher les autres acteurs extérieurs à atteindre leurs propres buts. Elle est en effet parfaitement consciente du fait que pour certains pays occidentaux – en particulier la France ²⁰ –, certaines parties de l'Afrique subsaharienne représentent une priorité en matière de sécurité nationale et non un aspect marginal de leur politique étrangère.

Cela étant, le principal avantage compétitif dont la Russie dispose en Afrique est la coopération militaro-technique et le mécanisme d'« exportation de la sécurité » (eksport bezopasnosti). Comme l'indique une étude russe, « la coopération sécuritaire est historiquement l'un des éléments les plus importants de la collaboration entre la Russie et les pays africains21 ». Entre 2014 et 2019, la Russie a signé dix-neuf accords avec des pays africains dans le domaine de la coopération militaro-technique²². Les accords qu'elle a conclus avec l'Angola, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali et la Mauritanie sont particulièrement préoccupants pour l'Occident, car ils visent notamment à « tirer parti de l'aide militaire octroyée pour obtenir en échange des droits miniers et des partenariats dans le domaine de l'énergie ²³ ». La demande africaine d'armements est appelée à augmenter en raison de facteurs liés à la sécurité (terrorisme et insurrections) et de tensions régionales qui rendent plus probable l'éclatement de conflits locaux. Un autre aspect crucial concerne le concept d'« exportation de sécurité » développé par la Russie - une formule apparue pour la première fois début 2018²⁴ qui devient centrale dans la réflexion de Moscou en matière de politique étrangère. Comme l'a fait remarquer l'éminent penseur conservateur Sergueï Karaganov, « l'une des idées fondamentales de notre politique étrangère est le fait que la Russie

^{20.} S. Sukhankin, «France to Lead Joint Effort in War on Terrorism in Sahel Region», The Jamestown Foundation, 15 mai 2020, disponible sur: www.jamestown.org.

^{21 . « &}quot;Russia-Africa Analytical Materials", International Forum "Development of Parliamentarism" », disponible sur : www.duma.gov.ru.

^{22.} A. Ross, « Factbox: Russian Military Cooperation Deals with African Countries », *Reuters*, 17 octobre 2018, disponible sur : www.reuters.com.

^{23.} N. Turse, « U.S. Generals Worry About Rising Russian and Chinese Influence in Africa, Documents Show », *The Intercept*, 13 août 2019, disponible sur : theintercept.com.

^{24.} A. Suščencov, « Meždunarodnye ugrozy—2018. Ežegodnyj prognoz analitičeskogo agentstva Vnešnââ politika » [Les menaces internationales en 2018. Prévisions annuelles de l'agence analytique « Politique étrangère »], Club Valdaï, 12 janvier 2018, disponible sur : www.ru.valdaiclub.com.



est le principal fournisseur de sécurité internationale, tant pour le monde que pour elle-même²⁵ ».

À l'international, la Russie bénéficie d'une solide réputation en matière de lutte contre le terrorisme. Cette image, forgée dans le Caucase du Nord et renforcée en Syrie, est particulièrement appréciée en Afrique, où de nombreux pays sont frappés par ce fléau (au moins 43 groupes terroristes de taille moyenne ou significative sont répertoriés sur le continent). Selon la Base de données sur le terrorisme mondial (Global Terrorism Database), entre 2007 et 2017, le nombre annuel d'attentats terroristes en Afrique est passé de 114 à 2 051 (et le nombre de leurs victimes a été multiplié par six²⁶). L'image dont bénéficie la Russie et les difficultés qu'éprouvent généralement les armées africaines pour s'opposer efficacement aux forces irrégulières de type guérilla, peuvent inciter les pays du continent à solliciter Moscou. Outre les exemples déjà connus, la Russie tente d'exploiter la menace du terrorisme au Sahel auprès des pays du G5 (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie et Niger) afin d'accroître sa présence dans cette région riche en ressources, pivot géopolitique et stratégique, mais hautement instable. Entre 2017 et 2019, plusieurs pays africains – dont le Nigeria, la plus grande économie d'Afrique (avec un PIB de 376,3 milliards de dollars ²⁷) - ont exprimé un vif intérêt pour l'assistance de la Russie en matière de formation des forces armées nationales à la lutte contre les groupes terroristes et les insurgés²⁸. En Afrique, la Russie va s'appuyer à l'avenir sur un modèle de collaboration éprouvé en Syrie de « concessions contre protection 29 ». À terme, ses services dans le domaine de la sécurité, fournis à la fois par des conseillers militaires officiels et par des combattants sous contrat agissant en marge de la légalité, doivent lui permettre d'obtenir sur le continent des gains économiques (pour l'instant, ceux-ci sont relativement maigres) et géopolitiques.

^{25.} S. Karaganov, « Novoj missiej Rossii možet stat' zaščita vsego mira » [Protéger le monde entier pourrait être la nouvelle mission de la Russie], *Russia in Global Affairs*, 15 octobre 2019, disponible sur : www.globalaffairs.ru.

^{26.} S. Feldstein, « Do Terrorist Trends in Africa Justify the U.S. Military's Expansion? », Carnegie Endowment for International Peace, 9 février 2018, disponible sur : www.carnegie.ru.

^{27 . «} Top 20 Largest Economies in Africa 2020 », *Naija Quest*, disponible sur: https://naijaquest.com.

^{28.} T. Balmforth, « Nigeria Looks to Sign Military Cooperation Deal with Russia This Month », *Reuters*, 11 octobre 2019, disponible sur : <u>www.reuters.com</u>.

^{29.} S. Sukhankin, « Russian PMCs in the Syrian Civil War: From Slavonic Corps to Wagner Group and Beyond », The Jamestown Foundation, 18 décembre 2019, disponible sur : www.jamestown.org.



« Un chat noir dans une pièce obscure³⁰ » : que sont les SMP russes ?

Dans son histoire, la Russie a souvent eu recours à des acteurs non étatiques pour atteindre ses objectifs économiques et politiques. Avant 1917, ces forces étaient principalement composées de Cosaques et de peuples non russes qui accomplissaient des missions diverses, de la surveillance des frontières à la répression des émeutes et à la protection personnelle du tsar; pendant la guerre froide, les «instructeurs militaires » (des militaires en service actif) sont devenus partie intégrante de la coopération militaro-technique soviétique avec les pays en développement cherchant à obtenir leur indépendance. Après 1991, l'État russe a employé sans grand succès des forces mercenaires mal organisées³¹. L'histoire des sociétés militaires privées (SMP) dans la Russie postsoviétique est complexe et opaque : la formation de ces entités, jamais légalisée, n'a pas de point de départ unique, ni d'organisation ou agence originelle à laquelle on puisse remonter. Leur émergence et leur développement doivent plutôt être attribués à une combinaison de facteurs et d'événements souvent interdépendants. Premièrement, les conflits régionaux qui ont éclaté sur les ruines de l'Union soviétique (Ossétie du Sud et Abkhazie, Transnistrie, Tadjikistan, Tchétchénie) et des Balkans (Bosnie³²) ont créé un réservoir de combattants (nationalistes) endurcis par la guerre, dont certains ont par la suite pris part à d'autres conflits, notamment dans le sud-est de l'Ukraine (2014)33. Deuxièmement, en 1990, la criminalisation de la société russe s'est traduite par l'émergence d'« armées privées » au service de l'oligarchie naissante³⁴. Certains de ces liens conduisaient à Viktor Zolotov (l'actuel directeur de la Garde nationale et membre du Conseil de sécurité) et à l'ancien maire de Saint-Pétersbourg Anatoli Sobtchak; et, indirectement, à Vladimir Poutine (à l'époque

^{30.} Cette formule est tirée de l'article : « Šojgu : soobščeniâ o specnaze iz RF na Ukraine – paranojâ » [Selon Choïgou, les informations sur la présence de forces spéciales russes en Ukraine relèvent de la paranoïa], *BBC News*, 17 avril 2014, disponible sur : www.bbc.com.

^{31.} S. Sukhankin, « The Russian State's Use of Irregular Forces and Private Military Groups: From Ivan the Terrible to the Soviet Period », The Jamestown Foundation, 12 avril 2019, disponible sur: www.jamestown.org.

^{32.} S. Sukhankin, « From "Volunteers" to Quasi-PMCs: Retracing the Footprints of Russian Irregulars in the Yugoslav Wars and Post-Soviet Conflicts », The Jamestown Foundation, 25 juin 2019, disponible sur: www.jamestown.org.

^{33.} I. Strelkov, « Kontrudar » [Contre-attaque], Zavtra, 6 janvier 1998, www.zavtra.ru.

^{34. «} U ohrannikov "Mosta" otobrali oružie » [Les gardes de « Most » ont été désarmés], *TLT.ru*, 19 mai 2000, disponible sur : www.tlt.ru; I. Nadeždin, « Sam sebe terrorist : za čto pojmali područnogo Berezovskogo » [Terroriste pour lui-même : les raisons de l'arrestation d'un associé de Berezovskyi »], Lenta.ru, 17 janvier 2018, https://lenta.ru; « Kratkaâ istoriâ častnoj ohrany v RF », [Une brève histoire de la sécurité privée en Russie], NAST, 2 juin 2012, disponible sur : www.nastrussia.ru.



premier vice-président du gouvernement de Saint-Pétersbourg ³⁵). Troisièmement, la privatisation de la sécurité, accompagnée de l'apparition et de la multiplication de sociétés de sécurité quasi privées – dont Antiterror-Orel, Antiterror, Redut-Antiterror – composées de professionnels militaires hautement qualifiés. L'une de ces entités, le Groupe de sécurité Moran, se trouve derrière la SMP Slavonic Corps Limited (2013), considérée comme un prédécesseur du Groupe Wagner³⁶. Quatrièmement, le printemps arabe et les conflits en Syrie et en Libye où, selon les experts russes, des « instructeurs étrangers » et des SMP ont joué un rôle important dans la contestation des régimes politiques en place³⁷.

Si l'idée de créer des SMP sous l'égide des forces armées russes a été sérieusement évoquée pour la première fois dès 2010, leur véritable berceau est depuis 2014 l'Ukraine (dans les régions de Louhansk et de Donetsk). Le groupe Wagner (qui a commencé avec environ 250 hommes et compterait aujourd'hui quelque 2 500 combattants³⁸) a joué un rôle important dans les violents affrontements avec l'armée ukrainienne (bataille de l'aéroport de Louhansk, destruction en vol de l'Il-76, bataille de Debaltseve) et a effectué quelques missions auxiliaires³⁹. En 2015, ayant montré de quoi ils étaient capables, de nombreux mercenaires russes (les chiffres varient mais l'estimation la plus réaliste fait état de près de 1 200 combattants) ont été envoyés en Syrie pour guerroyer contre les adversaires de Bachar al-Assad, en collaboration étroite avec l'armée régulière russe (les forces d'opérations spéciales et les Forces aérospatiales) ainsi qu'avec les milices chiites pro-iraniennes⁴⁰.

La période post-2015 de l'histoire du groupe Wagner est riche d'enseignements. Efficaces dans les opérations (para)militaires contre des adversaires relativement faibles et mal entraînés, les mercenaires se sont révélés pratiquement inutiles face à des ennemis technologiquement

^{35.} C. Gurin, « Roman Tsepov, R.I.P. », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 1, n° 93, The Jamestown Foundation, 27 September 2004, disponible sur: www.jamestown.org.

^{36.} D. Korotkov, « Brodâga, Sedoj, Vagner i Ratibor okružili prezidenta » [L'entourage du président: Brodiaga, Sedov, Wagner et Ratibor], *Fontanka.ru*, 21 août 2017, disponible sur: www.fontanka.ru.

^{37.} V. Gerasimov, « Po opytu Sirii : Gibridnaâ vojna trebuet vysokotehnologičnogo oružiâ i naučnogo obosnovaniâ » [Leçons de l'expérience syrienne : la guerre hybride nécessite des armes de haute technologie et un fondement scientifique], *Voenno-Promyshlennyj Kur'ier*, n° 9, 2016, disponible sur : www.vpk-news.ru.

^{38. «} SBU ustanovila ličnosti voevavših v Donbasse členov ČVK Vagnera » [Le SBU a identifié des membres de la SMP Wagner ayant combattu dans le Donbass], Radio Svoboda, 7 octobre 2017, disponible sur : www.svoboda.org.

^{39.} S. Sukhankin. « Unleashing the PMCs and Irregulars in Ukraine: Crimea and Donbas », The Jamestown Foundation, 3 septembre 2019, disponible sur: www.jamestown.org.

^{40.} S. Sukhankin, « "A Black Cat in the Dark Room": Russian Quasi-Private Military and Security Companies (PMSCs)—"Non-existent", but Deadly and Useful », *Canadian Military Journal*, vol. 19, n° 4, automne 2019, pp. 43-53.



supérieurs, ce qui a été démontré de façon éclatante lors des affrontements qui se sont déroulés près de Deir ez-Zor (201841) et, plus tard, dans la banlieue de Tripoli (2019). Malgré ces revers, l'existence des SMP russes présente certains avantages, au premier rang desquels la possibilité pour Moscou de recourir au « déni plausible⁴² » pour contester son implication. Le recours à ces acteurs non étatiques a en effet évité à l'État russe d'endosser la responsabilité d'échecs militaires ou d'être impliqué dans des conflits régionaux au-delà de ses frontières : comme indiqué plus haut, la Russie ne dispose pas de SMP de jure, même si la question a été débattue. En conséquence, bien que le lien du groupe Wagner avec l'État russe ait été prouvé et que son existence ait été ouvertement reconnue par Vladimir Poutine⁴³, il est très difficile (voire impossible) de rattacher directement leurs actions au gouvernement ou aux agences publiques russes. à leurs homologues occidentales Contrairement (principalement impliquées dans la formation et le conseil), les SMP russes sont directement utilisées dans les opérations militaires en tant que « troupes de choc », assumant certaines des tâches habituellement accomplies par les forces armées régulières et évitant à celles-ci de subir des déconvenues comparables à celles enregistrées lors de la guerre d'Afghanistan et de la première guerre de Tchétchénie⁴⁴. Plusieurs éléments indiquent que les SMP russes sont liées au ministère russe de la Défense. Cela s'est encore vérifié à partir de 2018, avec l'implication secrète de la Russie dans la guerre civile libyenne aux côtés du commandant militaire rebelle Khalifa conduite (الكرامة طوفان عملية) tonduite والكرامة طوفان عملية) contre le Gouvernement de l'accord national (GNA) internationalement reconnu, basé à Tripoli. Le groupe Wagner a alors été utilisé comme un

^{41.} Au cours de la bataille, une partie du groupe Wagner (qui agissait de concert avec diverses forces pro-Assad) a été détruite par une frappe aérienne américaine qui a causé la mort d'au moins 35 mercenaires russes (bien que différentes sources fournissent des estimations variables à ce sujet).

^{42.} La formule « déni plausible » désigne généralement la capacité de certaines personnes à affirmer qu'elles n'ont pas eu connaissance ou ne sont pas responsables d'actes condamnables commis par des tiers, en raison d'un manque de preuves susceptibles de confirmer leur implication ou leur connaissance des faits. En ayant recours à des SMP, la Russie conserve sa capacité à participer à des conflits régionaux, tout en échappant à toute responsabilité juridique pour cela.

^{43. « &}quot;Oni mogut prodavlivat' svoi biznes-interesy v lûboj točke planety". Putin – o ČVK "Vagner" » [Poutine à propos de la SMP Wagner : « Ils peuvent promouvoir leurs intérêts n'importe où dans le monde »], Meduza, 20 décembre 2018, disponible sur : www.meduza.io.

^{44.} S. Sukhankin, «War, Business and Ideology: How Russian Private Military Contractors Pursue Moscow's Interests », The Jamestown Foundation, 20 mars 2019, disponible sur: www.jamestown.org.



outil pour promouvoir les intérêts de la Russie et comme un moyen de pression contre les autres parties au conflit⁴⁵.

Outre l'Ukraine, la Syrie et la Libye⁴⁶, le groupe Wagner est intervenu dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne en sa qualité de relais officieux de la coopération militaire entre la Russie et les États locaux.

^{45.} Pour plus d'informations, voir : le webinaire « The Battle for Libya: Russia's and Turkey's interventions, Haftar's Retreat, and the Prospects for Peace », The Jamestown Foundation, 11 juin 2020, disponible sur : www.jamestown.org.

^{46.} S. Sukhankin, « Mercenaries in the Desert: The Kremlin's Libya Game », *Fair Observer*, 16 octobre 2019, disponible sur : www.fairobserver.com.

Trois études de cas : la République centrafricaine, le Soudan et le Mozambique

La présence de conseillers militaires russes en Afrique, qui remonte aux années 1950⁴⁷, a connu son apogée dans les années 1960-1980. À cette époque, l'Angola s'est retrouvé au cœur de la lutte livrée par l'Union soviétique pour asseoir son influence sur le continent 48. À la fin des années 1980, des instructeurs militaires soviétiques déployés en Libye ont participé aux « guerres des frontières » (nom donné à une série de conflits déclenchés par Kadhafi contre ses voisins⁴⁹). Après 1991, nombre d'entre eux sont restés dans le pays, où ils ont pu bénéficier de rémunérations confortables en tant que sous-traitants militaires privés. Dans les années 1990 et jusqu'à la fin des années 2000, les mercenaires russes ont opéré en Afrique de manière non coordonnée et décentralisée, ce qui a culminé en 2012 avec la tristement célèbre « affaire Myre Seadiver » (l'arraisonnement au Nigeria d'un navire russe sous l'accusation de contrebande d'armes 50). Comme l'a noté Boris Tchikine (l'un des fondateurs du Groupe de sécurité Moran, une société de sécurité opaque qui s'occupe principalement de sécurité navale), cet épisode a démontré de manière frappante que les militaires privés russes en Afrique étaient voués à échouer sans le soutien de l'État 51. Or, après 2014, l'État russe a significativement accru son implication dans la gestion des mercenaires en Afrique. L'analyse de trois cas permet de comprendre les résultats de cette approche.

^{47. «} Sergej Eledinov : "Naši voennye nahodâtsâ v Afrike s 1950-h godov" » [Sergueï Eledinov : « Nos militaires sont présents en Afrique depuis les années 1950 »], *Novye Izvestiia*, 11 janvier 2019, disponible sur : www.newizv.ru.

^{48.} S. Kolomnin, « Russkij specnaz v Afrike » [Les forces spéciales russes en Afrique], Soiuz Veteranov Angoly, consulté le 1er mai 2020, disponible sur : www.veteranangola.ru.

^{49.} Les « guerres des frontières » sont une série de conflits entre la Libye et ses voisins, dont le Tchad, le Niger et l'Égypte, qui ont eu lieu dans les années 1970-1980.

^{50.} D. Korotkov, « Založniki Nigerii ždut kommandos ot prezidenta » [Les otages au Nigeria attendent que le président envoie un commando], *Fontanka.ru*, 25 février 2013, disponible sur : www.fontanka.ru.

^{51.} S. Sukhankin, « The "Hybrid" Role of Russian Mercenaries, PMCs and Irregulars in Moscow's Scramble for Africa », The Jamestown Foundation, 10 janvier 2020, disponible sur: www.jamestown.org.



La République centrafricaine (RCA)

Avant 2017, l'Union soviétique, puis la Russie, n'avaient jamais manifesté d'intérêt particulier pour la RCA – l'un des pays les plus pauvres et les plus instables du monde⁵². Depuis 2012, le pays, plongé dans une guerre civile intense à dimension ethno-religieuse, est largement considéré comme un État failli⁵³. Cela n'a cependant pas découragé la Russie de nouer une coopération avec le président Faustin Archange Touadéra (élu en 2016). Lors du Forum économique de Saint-Pétersbourg de juin 2017, les présidents des deux pays ont discuté du renforcement des liens bilatéraux, notamment de la coopération militaire⁵⁴. Cette question a été de nouveau évoquée lors de la visite de Faustin Archange Touadéra à Sotchi en octobre 2017 : il a alors demandé aux Russes de l'aider à obtenir l'assouplissement voire la levée de l'embargo international sur les ventes d'armes à la RCA55. En décembre 2017, à la demande de la Russie, le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé Moscou, par la résolution 2127, à envoyer des armes et des instructeurs militaires en RCA. Ceux-ci sont arrivés dans le pays fin janvier 2018. Selon le directeur adjoint du département de l'information et de la presse du ministère des Affaires étrangères Artiom Kojine, « la Russie a décidé de fournir à Bangui une assistance technico-militaire gratuite » et a commencé en même temps à « explorer les possibilités d'un développement mutuellement bénéfique des ressources naturelles de l'Afrique centrale ». Dans le cadre de cet accord, cinq instructeurs militaires et 170 instructeurs civils ont été envoyés en RCA pour former le personnel militaire local⁵⁶. La présence militaire russe dans le pays a été considérablement renforcée après la nomination officielle de Valéri Zakharov (un ancien des services de renseignement russes, qui a ensuite travaillé pour Prigojine⁵⁷) au poste de conseiller de Touadéra pour la sécurité nationale et chef des instructeurs militaires

^{52 . «} Central African Republic », United Nations Development Programme, consulté le 4 mai 2020, disponible sur : www.hdr.undp.org.

^{53.} N. Haque, « Central African Republic: A Crisis Forgotten by Everyone, Except Russia », *Aljazeera*, 14 novembre 2018, disponible sur : <u>www.aljazeera.com</u>.

^{54. «} Meeting with President of Central African Republic Faustin Archange Touadéra », Site de la présidence russe, 23 mai 2018, disponible sur : www.en.kremlin.ru.

^{55.} E. Krutikov, « Rossijskij desant vysadilsâ v centre Afriki » [Des forces russes atterrissent dans le centre de l'Afrique], *Vzgliad*, 27 avril 2018, disponible sur : www.vz.ru.

^{56. «} Otvet zamestitelâ direktora Departamenta informacii i pečati MID Rossii A.A.Kožina na vopros SMI o kul'turno-gumanitarnom vzaimodejstvii Rossii so stranami Afriki » [Réponse du directeur adjoint du département de l'information et de la presse du ministère des Affaires étrangères de Russie A. A. Kojine à une question sur la coopération culturelle et humanitaire de la Russie avec les pays africains], ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, 22 mars 2018.

^{57. «} U noči net glaz » [La nuit n'a pas d'yeux], *Fontanka.ru*, consulté le 4 mai 2020, disponible sur : www.fontanka.ru.



russes. Un sommet dans la coopération politique entre Moscou et Bangui a été atteint en janvier 2019, lorsque la ministre centrafricaine de la Défense, Marie-Noëlle Koyara, a évoqué la possibilité d'installer une base militaire russe dans le pays⁵⁸.

Cette coopération transparente *de jure* comporte cependant quelques zones d'ombre qui révèlent la nature double de telles relations. Des débats sur la présence de mercenaires russes en RCA ont éclaté après l'octroi à l'entreprise Lobaye Invest Ltd (qui fait partie du groupe saint-pétersbourgeois M-Invest, étroitement lié à Prigojine) de l'autorisation d'exploiter une mine aurifère située près de Ndassima, dans une zone contrôlée par les rebelles musulmans connus sous le nom de Séléka⁵⁹. Après leur expulsion de Bangui en 2014, les Séléka se sont regroupés dans le Nord et ont poursuivi leur lutte⁶⁰.

Par ailleurs, des journalistes d'investigation ont retracé en mai 2018 un certain nombre de camions blindés Ural-375 entrés dans le pays en provenance du Soudan avec possiblement à leur bord des membres du groupe Wagner⁶¹. Trois journalistes russes, Orkhan Djemal, Alexandre Rastorgouev et Kirill Radtchenko, se sont rendus en RCA pour enquêter sur ces faits ou rumeurs. Ils ont été assassinés près de la ville de Sibut le 31 juillet 2018 (à environ 200 kilomètres au nord-est de Bangui). Cet événement tragique, qui est venu s'ajouter à d'autres « incidents » mortels (et à des emprisonnements) de journalistes d'investigation et d'experts russes travaillant sur le sujet, a été perçu par de nombreux observateurs non pas comme un simple «incident», mais comme un assassinat prémédité 62. Un autre détail intéressant a été repéré par le site d'investigation Conflict Intelligence Team (CIT) : au cours d'une émission de télévision destinée à démontrer l'absence du Groupe Wagner en RCA et présentée par le principal propagandiste russe Dmitri Kisseley, la caméra a filmé un document distribué aux conseillers militaires russes en RCA; or, sur ce document, des médailles remises aux membres du Groupe Wagner

^{58. «} V CAR ne isklûčili razmeščeniâ rossijskoj bazy» [La RCA n'exclut pas l'installation d'une base russe], *RIA Novosti*, 10 janvier 2019, disponible sur : www.ria.ru.

^{59.} A. Baev & M. Maglov, « Kontrakt ot prezidenta : čto polučila v CAR kompaniâ, kotoruû svâzyvaût s Prigožinym » [Un contrat avec président : qu'est-ce qu'une entreprise liée à Prigojine a obtenu en République centrafricaine ?] *The Bell*, 31 août 2018, www.thebell.io.

^{60 .} E. Mellgard. « What Is the Seleka? », The Tony Blair Institute for Global Change, 29 janvier 2015, disponible sur : https://institute.global.

^{61.} K. Kasymbekov, « NV : Sledy kyrgyzstanca sredi rossijskih naemnikov v Afrike » [La chaîne de télévision NV a retrouvé des traces de citoyens du Kirghizistan parmi les mercenaires russes en Afrique], *Radio Azattyk*, 27 février 2019, disponible sur : www.rus.azattyk.org.

^{62.} I. Martynenko, « Centr "Dos'e" : k ubijstvu žurnalistov v CAR pričastna ČVK "povara Putina" » [D'après le Centre « Dossier », la SMP du « cuisinier de Poutine » est impliquée dans le meurtre des journalistes en RCA], *Radio Svoboda*, 10 janvier 2019, disponible sur : www.svoboda.org.



en Syrie étaient imprimées en filigrane⁶³. Les officiels russes ont cependant nié toute implication de sous-traitants militaires privés en RCA. Prouver la présence et la nature exacte des activités des mercenaires russes (et non des instructeurs militaires officiels) en RCA est extrêmement difficile. Premièrement, contrairement à la Syrie et à l'Ukraine, ils ne sont pas impliqués dans des opérations militaires, ce qui diminue considérablement le risque de décès au combat. Deuxièmement, la coopération totale entre la Russie et les autorités locales crée une atmosphère d'opacité informationnelle qu'il est très difficile de percer. Troisièmement, la résolution de l'ONU a rendu légitime la présence dans le pays de militaires russes (auxquels les sous-traitants militaires privés se mélangent discrètement).

L'engagement de la Russie en RCA, souvent considéré à travers le prisme de la géo-économie, pourrait en fait être motivé par d'autres calculs. Une analyse plus approfondie de l'industrie minière locale montre que l'étendue des gisements locaux d'or et de diamants a peut-être été surestimée. Les véritables objectifs de la Russie pourraient être d'une portée bien plus importante. Compte tenu de sa situation géographique, la RCA pourrait être considérée comme un pont vers d'autres parties de l'Afrique, plus attrayantes sur le plan économique 64. Cette idée a été exprimée par un haut responsable des Nations unies en charge des questions sécuritaires, qui a déclaré que « les Russes veulent s'implanter en République centrafricaine afin de disposer d'un axe d'influence à travers le Soudan au nord et vers l'Angola au sud⁶⁵ ». Le choix de la RCA par la Russie a donc pu être motivé par des objectifs géopolitiques, parmi lesquels celui de défier la France qui, selon l'analyse de Moscou, est en train de perdre du terrain en Afrique⁶⁶. Par conséquent, les approches divergentes de la France et de la Russie sur la question méritent l'attention. Si la ministre française des Armées Florence Parly a jugé positifs les efforts de la Russie (bien que d'autres responsables politiques français de premier plan, dont le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, aient eu des

^{63. «} V sûžete "Vestej nedeli" o tom, čto v CAR net bojcov ČVK Vagnera, zametili ih nagradu] [Des médailles distribuées aux combattants de la PMC Wagner entrevues dans un documentaire destiné à démontrer qu'ils ne sont pas présents en République centrafricaine], Rambler, 1er octobre 2019, disponible sur : www.news.rambler.ru.

^{64.} S. Sukhankin, « The Kremlin's Game in the CAR: What Does the Façade Conceal? », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 16, n° 7, The Jamestown Foundation, 23 janvier 2019, disponible sur: www.jamestown.org.

^{65.} J. Losh & O. Mathews, «"Battle for Africa": Russia Pushes Into "Free Country for the Taking" in Attempt to Rival the West », *Newsweek*, 9 août 2018, disponible sur : www.newsweek.com.
66. V. Gončarov, « Franciâ i Afrika: včera i segodnâ » [La France et l'Afrique: hier et aujourd'hui], *The International Affairs Magazine*, 30 septembre 2019, disponible sur: www.interaffairs.ru.



propos plus nuancés⁶⁷), des experts conservateurs russes, dont Viatcheslav Tetekine, membre du comité de défense de la Douma, ont affirmé que « la Russie a *de facto* exclu la France du jeu centrafricain (...) Désormais, ce sont la Russie et la Chine qui jouent les premiers rôles⁶⁸ ». Le cas de la RCA a également démontré que les Russes entendent utiliser les SMP comme un élément de leur mécanisme d'« exportation de la sécurité » dans les pays d'Afrique subsaharienne, en particulier ceux qui sont confrontés à la menace terroriste et extrémiste et qui sont en proie à l'instabilité.

La République du Soudan

Pendant la guerre froide, l'Union soviétique a été un acteur important au Soudan. Elle a participé (principalement par le biais de livraisons d'armes) à la première guerre civile soudanaise (1955-1972)⁶⁹ et à une partie de la seconde (1983-2005). Après 1991, les échanges officiels entre la Russie et le Soudan ont été réduits, ce qui n'a pas empêché le développement de liens « non officiels ». En 2007-2008, de nombreux rapports ont accusé la Russie de violer l'embargo sur les armes, imposé à Khartoum par les Nations unies du fait des événements au Darfour⁷⁰. En outre, la Russie a été accusée de fournir des mercenaires au gouvernement d'Omar el-Béchir, ostracisé au niveau international pour avoir hébergé des islamistes radicaux (dont Oussama ben Laden) et pour s'être rendu coupable de multiples violations des droits de l'homme⁷¹. La volonté des dirigeants soudanais de se rapprocher de la Russie s'explique par leur aspiration à rompre l'isolement international du pays. Le premier pas officiel dans cette direction a été fait en 2008, lorsque le Soudan a adopté une position pro-Kremlin dans le conflit russo-géorgien; puis, en 2014, Khartoum a voté à l'ONU en faveur de l'annexion de la Crimée par la Russie. Les relations bilatérales ont passé un palier en 2017 quand, lors de sa visite en Russie (23-25 novembre), Omar el-Béchir a rencontré Vladimir Poutine, Dmitri

^{67 . «} Centrafrique : Parly évoque "la contribution positive" de Moscou », *Le Figaro*, 11 décembre 2018, disponible sur : www.lefigaro.fr.

^{68.} V. Tetekin, « CARskaâ ohota : Afrika ždet Rossiû s voennymi bazami » [Une chasse en RCA : l'Afrique attend la Russie et ses bases militaires], *Voenno-Promyshlennyj Kur'er*, 16 janvier 2019, disponible sur : www.vpk-news.ru.

^{69.} Au cours du conflit, l'Union soviétique a livré au Soudan pour environ 150 millions de dollars d'armements. Pour plus d'informations, voir : « Sudan – First Civil War », *Global Security*, consulté le 3 juin 2020, disponible sur : www.globalsecurity.org.

^{70.} Pour plus d'informations, voir : « China, Russia Deny Weapons Breach », *BBC News*, 8 mai 2007, disponible sur : www.news.bbc.co.uk.

^{71.} J. Dunnigan, « Russian Mercenaries Over Africa », Strategy Page, 21 juin 2008, disponible sur : www.strategypage.com; W. Ali, « Radio Station Says Russian Pilot Killed in Sudan During Rebel Assault », Sudan Tribune, 28 mai 2008, disponible sur : www.sudantribune.com.



Medvedev et le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou⁷². À cette occasion, le président soudanais a invité la Russie à construire une base navale sur le territoire de son pays, une proposition qu'il a réitérée en 2018. Malgré la situation géographique stratégique du Soudan – accès à la mer Rouge, frontières avec la Libye et l'Égypte (où Moscou cherche à renforcer sa position et à projeter sa puissance) ainsi qu'avec la RCA –, les dirigeants russes ont réagi avec prudence en rejetant *de facto* l'offre d'el-Béchir. Son acceptation aurait entraîné d'importantes dépenses au nom de bénéfices incertains, et probablement provoqué un conflit d'intérêts avec la Chine (qui a acquis une influence considérable sur l'industrie pétrolière locale⁷³), la Turquie et d'autres acteurs. Moscou a préféré commencer par renforcer ses liens économiques avec Khartoum. Pendant le séjour d'el-Béchir en Russie, un accord de concession a notamment été signé entre le groupe M-Invest, déjà mentionné, qui est lié à Prigojine, et le ministère des Ressources minérales du Soudan⁷⁴.

Après l'annonce du début des travaux d'exploration au Soudan, de multiples sources russes ⁷⁵ et occidentales ont affirmé que des soustraitants militaires privés russes ayant l'expérience des combats en Ukraine et en Syrie se seraient rendus dans le pays pour protéger les intérêts commerciaux russes. Soit dit en passant, c'est l'ancien ministre de la Défense de la République populaire de Donetsk Igor Strelkov/Guirkine qui a été le premier à rapporter cette information, fin 2017⁷⁶. Plus tard, la BBC, se référant au chef de la SMP russe RSB (qui travaillait en Libye et dans certaines régions d'Afrique) Oleg Krinitsine, a rapporté que des membres d'une SMP russe (supposément le groupe Wagner) étaient effectivement présents au Soudan⁷⁷. Des informations similaires ont été fournies par le Service de sécurité ukrainien (SBU), qui a déclaré qu'en 2018, environ 300 membres du Groupe Wagner auraient entraîné les forces armées

^{72. «} Putin i Šojgu obsudili s al'-Baširom sozdanie voennoj bazy v Sudane » [Poutine et Choïgou ont discuté avec el-Béchir de l'établissement d'une base militaire au Soudan], *Vesti*, 25 novembre 2017, disponible sur : www.vesti.ru.

^{73.} J. Hammond, « Sudan : China's Original Foothold in Africa », *The Diplomat*, 14 juin 2017, disponible sur : www.thediplomat.com.

^{74. «} Vstreča Dmitriâ Medvedeva s Prezidentom Sudana Omarom Baširom » [Rencontre de Dmitri Medvedev avec le président soudanais Omar el-Béchir], Gouvernement de la Fédération de Russie, 24 novembre 2017, disponible sur : www.government.ru.

^{75.} A. Âkoreva, « Zoloto v obmen na naëmnikov : kak "povar Putina" dobyvaet dlâ Rossii "klûč ot Afriki" » [De l'or en échange de mercenaires : comment le « cuisinier de Poutine » cherche à obtenir « la clé de l'Afrique » pour la Russie], *The Bell*, 4 juin 2018, <u>www.thebell.io</u>.

^{76 .} I. Strelkov, « Sleduûščaâ ostanovka – Sudan » [Prochain arrêt : le Soudan], *Khronika* « *Russkoj vesny* », 27 novembre 2017, disponible sur : <u>www.istrelkov.ru</u>.

^{77. «} Posle Sirii rossijskie ČVK gotovy vysadit'sâ v Sudane » [Après la Syrie, les SMP russes sont prêtes à débarquer au Soudan], *BBC News*, 4 décembre 2017, <u>www.bbc.com</u>.



locales au Soudan⁷⁸. Toutefois, certaines sources occidentales réputées, dont le *Times*, ont affirmé que les SMP russes étaient aussi là pour d'autres raisons : les mercenaires auraient pris part à la répression par la force des soulèvements anti-régime (causés par des conditions de vie effroyables) qui ont débuté fin 2018⁷⁹. Par la suite, le SBU a réussi à obtenir les noms de 149 membres de Wagner supposément impliqués dans cette répression des manifestations publiques. Le rapport indique que tous les documents nécessaires aux mercenaires – parmi lesquels des citoyens du Bélarus, de la Moldavie, de la Crimée et des républiques populaires autoproclamées de Donetsk et Louhansk – ont été préparés à Moscou sous la férule du Service fédéral des migrations⁸⁰. Compte tenu du conflit qui oppose la Russie à l'Ukraine, ces allégations sont sujettes à caution. La présence de personnel paramilitaire russe au Soudan ne fait cependant aucun doute : elle a été officiellement confirmée (bien qu'initialement vigoureusement démentie) par des responsables russes, dont la directrice du Département de l'information et de la presse du ministère des Affaires étrangères Maria Zakharova⁸¹ et le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov⁸². Des sources soudanaises ont fourni des images de personnes présentées comme des mercenaires du groupe Wagner, et ont affirmé qu'ils se trouveraient à Khartoum pour entraîner les forces d'opérations spéciales des Services nationaux de renseignement et de sécurité (NISS⁸³).

D'un point de vue géostratégique et politique, le Soudan peut être considéré comme un pays attractif pour la Russie, qui aurait pu y renforcer ses positions en utilisant des mercenaires et en approfondissant la coopération militaro-technique. Or, le paysage politique local a été bouleversé après le coup d'État militaire du 11 avril 2019 qui a renversé el-Béchir. Au moment où nous écrivons ces lignes (juin 2020), aucune autre

^{78. «} Holova SBU Vasil' Gricak : pidrozdily rossijskoj vijskovoj rozvidky rozganâût demokratyčnyj protesty v Sudani » [Le chef du SBU Vassil Gritsak : Des unités des services de renseignement militaire russes dispersent des manifestations démocratiques au Soudan], Service de sécurité de l'Ukraine, 25 janvier 2019, disponible sur : www.ssu.gov.ua.

^{79 .} J. Flanagan, « Russian Mercenaries Help Put Down Sudan Protests », *The Times*, 10 janvier 2019, disponible sur : www.thetimes.co.uk.

^{80. «} Vasil' Gricak : dokumenty najmanciv PVK Wagnera pidtverdžuût—tse taemnij zagin GU GŠ VS RF » [Le chef du SBU Vassil Gritsak : « Les papiers des mercenaires de la PMC Wagner confirment qu'il s'agit d'un détachement secret de la Direction générale de l'état-major des forces armées de la Fédération de Russie], Service de sécurité de l'Ukraine, 28 janvier 2019, www.ssu.gov.ua.

^{81. «} V MID podtverdili rabotu rossijskih častnyh ohrannyh firm v Sudane » [Le ministère des Affaires étrangères confirme que des sociétés de sécurité privées russes travaillent au Soudan], *RIA Novosti*, 23 janvier 2019, disponible sur : www.ria.ru.

^{82. «} Peskov : rossijskie instruktory rabotaût v Sudane "značitel'noe vremâ"» [Peskov : Les instructeurs russes travaillent au Soudan depuis « bien longtemps »], *Mediazona*, 28 janvier 2019, disponible sur : www.zona.media.

^{83. «} Russian Military Firm Working with Sudan Security Service: Sources », *Sudan Tribune*, 8 janvier 2019, disponible sur : www.sudantribune.com.



information sur la présence ou les perspectives des membres du groupe Wagner au Soudan n'est disponible. En outre, l'évolution des relations entre le Soudan et la Russie reste incertaine : beaucoup dépend de qui prendra le pouvoir à Khartoum. Moscou restera probablement un acteur important dans le pays si des tendances antidémocratiques prévalent – ce qui irait dans le sens des intérêts des autres parties prenantes principales, notamment l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, la Chine, et la Turquie (bien que ces acteurs ne partagent pas nécessairement en tout point la même vision de l'avenir du Soudan).

La République du Mozambique⁸⁴

Parmi les pays d'Afrique subsaharienne, le Mozambique est sans doute, avec l'Angola, celui qui a noué la relation la plus étroite avec l'Union soviétique et la Russie. Après une longue période de retrait depuis 1991, Moscou n'est revenu dans ce pays qu'en 2015, avec la signature d'un accord de coopération militaro-technique⁸⁵. Une nouvelle étape a été franchie le 21 août 2019, quand le président Filipe Jacinto Nyusi (en poste depuis 2015 et qui allait être réélu en octobre 2019), lors d'une visite officielle à Moscou, a exhorté les entreprises russes à tirer le meilleur parti des opportunités offertes par son pays. Le renforcement de la coopération bilatérale (principalement initié par le Mozambique) repose sur deux piliers interdépendants. Premièrement, le sentiment d'insatisfaction des élites politiques et commerciales locales face aux accords jugés « injustes » conclus avec des groupes énergétiques occidentaux. Pour diversifier les extracteurs de ses hydrocarbures - ou, plutôt, pour envoyer un message aux compagnies occidentales -, le Mozambique (via Empresa Nacional de Hidrocarbonetos) a signé le 22 août 2019 un accord de partenariat et de coopération avec Rosneft⁸⁶. Deuxièmement, l'incapacité des forces armées locales à lutter efficacement contre le terrorisme et les islamistes radicaux dans la province de Cabo Delgado (nord du pays), riche en gisements de gaz naturel⁸⁷. Pour l'aider à combler cette lacune, le Mozambique semble avoir décidé de s'appuyer sur la Russie, choisie pour la réputation qu'elle s'est forgée en matière d'opérations antiterroristes et pour le prix

^{84.} Pour plus d'informations sur ce sujet, voir : T. Coloma, « La stratégie économico-sécuritaire russe au Mozambique », *Notes de l'Ifri*, Ifri, mai 2020, disponible sur : www.ifri.org.

^{85.} S. Sukhankin, « Russia Prepares a Foothold in Mozambique: Risks and Opportunities », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 16, n° 142, The Jamestown Foundation, 15 octobre 2019, disponible sur: <u>jamestown.org</u>.

^{86. « &}quot;Rosneft", INP i ENH rasširâût sotrudničestvo v Mozambike » [Rosneft, INP et ENH approfondissent leur coopération au Mozambique], Rosneft, 22 août 2019, disponible sur : www.rosneft.ru.

^{87.} C. Weiss, « Islamic State Claims First Attack in Mozambique », FDD's Long War Journal, 4 juin 2019, disponible sur : www.longwarjournal.org.



abordable de ses services. C'est le ministre mozambicain de la défense Atanasio M'tumuke qui, durant sa visite à Moscou en 2017 (l'année où la rébellion islamiste a éclaté à Cabo Delgado), a été le premier à évoquer un possible recours à des conseillers militaires russes 88; un premier pas concret dans cette direction a été fait le 4 avril 2019, avec la signature d'un accord simplifiant les visites des navires militaires russes dans les ports du Mozambique.

Après la conclusion d'accords énergétiques et militaires, des informations faisant état de l'envoi au Mozambique de sous-traitants militaires privés russes ont commencé à circuler. Un journaliste militaire portugais réputé, Nuno Felix, a été le premier à l'évoquer. Le 8 septembre, il a annoncé qu'un groupe de militaires russes avait atterri à l'aéroport de Nacala⁸⁹. Un autre journaliste portugais, José Milhazes, est allé encore plus loin, assurant que le but ultime de la Russie au Mozambique était de « créer une base mobile de la G. U. [les renseignements militaires] et une base militaire navale permanente 90 ». Cette information a été (partiellement) corroborée par d'autres sources occidentales 91 et tacitement reconnue en Russie, bien que les responsables russes aient nié toute présence militaire dans ce pays. Les principaux médias russes ont salué l'arrivée de sous-traitants militaires privés russes au Mozambique, parce qu'elle marquait le retour de la Russie en Afrique et parce que Moscou était parvenu à devancer d'autres pays intéressés. Certains experts étrangers spécialisés dans les opérations anti-insurrectionnelles et les SMP en Afrique – y compris Dolf Dorfling (le fondateur de la SMP Black Hawk) et John Gartner (patron de la SMP OAM) - ont toutefois averti qu'au Mozambique les sous-traitants militaires privés russes n'auraient pas la partie facile⁹². D'une part, du fait de leur manque de connaissance des coutumes, des traditions et de l'environnement local (autant d'éléments fondamentaux pour le succès d'opérations militaires conduites sur un terrain inconnu); d'autre part, parce que les campagnes anti-

^{88. «} Mozambik zaâvil o želanii prinât' u sebâ rossijskih voennyh sovetnikov » [Le Mozambique a exprimé le souhait d'accueillir des conseillers militaires russes], *Nation News*, 4 avril 2018, disponible sur : www.nation-news.ru.

^{89.} F. Nuno (@Felix_Nuno), « From the Ground: Russian Military Personnel Have Just Landed in Mozambique », Twitter, 8 septembre 2019, disponible sur : twitter.com.

^{90.} In: S. Sukhankin, « Russia Prepares a Foothold in Mozambique: Risks and Opportunities », op. cit., disponible sur: jamestown.org.

^{91.} J. Flanagan, « Mozambique Calls on Russian Firepower », *The Times*, 2 octobre 2019, disponible sur : www.thetimes.co.uk.

^{92.} P. Sauer, « In Push for Africa, Russia's Wagner Mercenaries Are "Out of Their Depth" in Mozambique », *The Moscow Times*, 19 novembre 2019, disponible sur : www.themoscowtimes.com; « Inostrannye ČVK požalovalis' na poraženie v konkurencii s rossiânami » [Des SMP étrangères se plaignent des conditions de leur défaite face à la concurrence russe], *Vzgliad*, 19 novembre 2019, disponible sur : www.vz.ru.



insurrectionnelles au Mozambique diffèrent significativement de celles menées sur les autres théâtres d'opérations, en raison des caractéristiques géographiques du pays et des tactiques employées par les rebelles locaux.

Conformément à ces prédictions, les militaires privés russes ont rencontré de sérieuses difficultés dès le début. Le journal en ligne *Carta de Moçambique* a ainsi fait état de pertes subies par le groupe Wagner (cinq morts⁹³); plus tard, la mort de deux autres mercenaires russes dans un autre engagement a été signalée, portant le bilan humain à sept morts (auxquels il faut ajouter plus de 20 soldats locaux pro-gouvernementaux) sur cette brève période. Le rédacteur en chef adjoint de la revue universitaire russe *Asia and Africa Today*, Oleg Téterine, a comparé les SMP russes actives en RCA et au Mozambique aux *Wild Geese* irlandais⁹⁴ et exhorté la Russie à ne pas se mêler des affaires intérieures des nations africaines⁹⁵.

Selon certaines agences d'information, les échecs susmentionnés ont entraîné fin novembre le retrait des mercenaires russes du Cabo Delgado⁹⁶. Bien que cette information ait été contestée par diverses sources locales⁹⁷, il semble que le « voyage au Mozambique » des militaires privés russes se soit globalement soldé par un échec. L'explication est double. Premièrement, selon des sources mozambicaines, les autorités locales, mécontentes des performances du groupe Wagner, ont établi des liens avec la société sud-africaine The Dyck Advisory Group PMC (DAG⁹⁸), mieux implantée dans la région et possédant une meilleure expérience de la lutte contre le terrorisme, et ont même conduit une opération antiterroriste conjointement avec elle. Deuxièmement, certaines sources ont affirmé que l'échec des conseillers militaires russes provenait de leur incapacité à

^{93. «} Insurgentes emboscam e matam 20 membros das FDS e cinco russos » [20 membres des Forces armées mozambicaines et cinq Russes tués dans une embuscade tendue par des insurgés], *Carta de Mocambique*, 29 octobre 2019, disponible sur : www.cartamz.com.

^{94.} Ce terme désignait à l'origine les soldats irlandais partis servir dans les armées d'Europe continentale entre les XVIIe et XVIIIe siècles. Plus tard, il a été appliqué aux mercenaires combattant en Afrique.

^{95.} V. Skosyrev, « Amerikancy obnaružili rossijskih naemnikov v Mozambike » [Les Américains ont découvert des mercenaires russes au Mozambique], *Nezavisimaâ gazeta*, 1^{er} décembre 2019, disponible sur : www.ng.ru.

^{96. «} Naemniki ČVK "Vagner" s poterâmi pokinuli odin iz rajonov Mozambika » [Les mercenaires de la SMP « Wagner » quittent une région du Mozambique après avoir subi des pertes], *Informatsionnoe soprotivlenie*, 25 novembre 2019, disponible sur : www.sprotyv.info.

^{97. «} Mais mercenários russos para combater o terrorismo em Cabo Delgado » [Davantage de mercenaires russes pour lutter contre le terrorisme à Cabo Delgado], *Carta de Mocambique*, 12 mars 2020, disponible sur : www.cartamz.com.

^{98. «} Cabo Delgado : Militares privados sul africanos e Força Aérea moçambicana realizam ataques aéreos contra terroristas em Cabo Delgado » [Cabo Delgado : Des militaires privés sudafricains et l'armée de l'air mozambicaine ont effectué une frappe aérienne contre des terroristes à Cabo Delgado], *Carta de Mocambique*, 10 avril 2020, disponible sur : www.cartamz.com.



trouver une langue commune avec les forces armées mozambicaines, ce qui a fait dérailler tout potentiel de coopération avec les locaux⁹⁹. Dans une certaine mesure, Moscou a ainsi répété les erreurs commises pendant la guerre froide, quand les différences culturelles avaient représenté l'une des principales barrières entre les conseillers locaux et soviétiques.

Quelles perspectives?

Depuis la réactivation (au milieu des années 2000) et l'intensification (à partir de 2014) de sa politique africaine, la Russie a obtenu quelques résultats intermédiaires notables, avant tout grâce à la coopération militaro-technique. Celle-ci est composée de deux volets : le volet légal, qui comprend les accords d'armement officiellement conclus, la formation du personnel militaire et de sécurité local et la protection physique des infrastructures critiques; et le volet illégal, qui repose sur des opérations « troubles », incluant, entre autres, des SMP russes. De nombreux pays africains souffrant de la menace terroriste ont placé leurs espoirs dans la Russie, estimant que les entreprises russes de sécurité privée, aguerries au combat, seraient en mesure de résoudre ce problème efficacement et pour un coût relativement bas. L'arrivée de mercenaires russes a alarmé les experts et observateurs occidentaux car elles leur ont remis en mémoire l'époque où l'Union soviétique a pu défier l'Occident sur le continent africain en utilisant ses instructeurs militaires dans le cadre de la coopération militaro-technique. Ces inquiétudes ont peut-être été excessives.

Premièrement, il est peu probable que les SMP russes obtiennent des succès militaires décisifs et parviennent à briser les insurrections en cours en Afrique subsaharienne : la solution à ces problèmes réside dans un large d'actions socio-économiques, politiques coordonnées, basées sur l'élimination des raisons fondamentales qui alimentent le radicalisme¹⁰⁰. En outre, comme on l'a vu au Mozambique, les sous-traitants militaires privés russes ignorent les coutumes, les traditions et les principes de guerre propres à l'Afrique, et sont considérés comme des étrangers par la population locale. Il convient de souligner que la décision, prise par certains gouvernements africains, de faire appel à des mercenaires russes est fondée sur deux éléments : le mécontentement à l'égard des missions de pacification/campagnes antiterroristes menées par l'Occident (qui respectent les grands principes du droit international, mais ne donnent guère de résultats) et la croyance dans la capacité des Russes à faire face rapidement et pour un coût raisonnable aux menaces terroristes, au vu de leur expérience dans d'autres régions. Comme indiqué



précédemment, ces deux hypothèses ne semblent que partiellement convaincantes.

Deuxièmement, la Russie n'a pas de stratégie africaine globale (elle cherche essentiellement à saisir les occasions qui se présentent dans certains pays), ce qui signifie qu'à long terme, elle ne sera pas en mesure d'enregistrer des avancées décisives sur le continent. En Afrique, Moscou continue d'appliquer le modèle de collaboration unilatéral élaboré à l'époque soviétique, basé sur la coopération militaro-technique — une approche qui (bien qu'efficace à court terme et au niveau tactique) a montré ses lacunes avant 1991.

Troisièmement, pour les dirigeants africains, souligner leur rapprochement avec la Russie est une façon de faire pression sur les pays occidentaux et de mettre en scène la diversification de leur politique étrangère; mais il ne s'agit pas pour autant d'une tendance de fond appelée à s'inscrire dans le long terme. Ainsi, le Soudan¹⁰¹ – malgré les propos optimistes de l'envoyé spécial du président Poutine pour le Moyen-Orient et l'Afrique¹⁰² – privilégie ses liens avec des acteurs plus importants, plus attractifs économiquement (Chine), plus influents politiquement (États-Unis¹⁰³) et plus proches culturellement et religieusement (Turquie, Émirats arabes unis¹⁰⁴). Dans le scénario le plus favorable, la Russie restera un acteur parmi d'autres au Soudan, où elle devra faire face à des concurrents économiquement puissants, géographiquement et culturellement proches, et très ambitieux¹⁰⁵.

Quatrièmement, la pénétration russe en Afrique subsaharienne – si elle se poursuit par le biais de la coopération militaro-technique – se traduira très probablement par des frictions croissantes avec d'autres acteurs régionaux, comme on a déjà pu le constater au Mozambique¹⁰⁶.

^{101.} Pour bien comprendre cette tendance, il convient d'adopter une approche plus globale, incluant à la fois les enseignements de l'expérience soviétique en Afrique et au Moyen-Orient, et les leçons de la situation actuelle en Syrie et en Libye.

^{102. «} Zamglavy MID Rossii vstretilsâ s novym rukovodstvom Sudana » [Le vice-ministre russe des Affaires étrangères a rencontré les nouveaux dirigeants du Soudan], *Gazeta.ru*, 17 avril 2019, disponible sur : www.gazeta.ru.

^{103.} Le Soudan a nommé son premier ambassadeur aux États-Unis depuis plus de vingt ans. Voir : « Sudan Appoints First Ambassador to the US in More Than 20 Years », *Aljazeera*, 5 mai 2020, disponible sur : www.aljazeera.com.

^{104. «} UAE Taking Steps to Gain Control of Sudan's Main Port », *Aljazeera*, 25 avril 2020, disponible sur : www.aljazeera.com.

^{105.} M. K. Bhadrakumar, « Arab Spring and Geopolitics of Sudan », *Oriental Review*, 17 avril 2019, disponible sur : www.orientalreview.org.

^{106.} S. Sukhankin, « Russia Prepares a Foothold in Mozambique: Risks and Opportunities », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 16, n° 142, The Jamestown Foundation, 15 octobre 2019, disponible sur: www.jamestown.org.



Cela étant, on ne peut totalement exclure la possibilité de voir apparaître des mercenaires russes dans d'autres régions d'Afrique subsaharienne. L'une de leurs destinations les plus probables est la région du G5 au Sahel, qui est ravagée par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), al-Mourabitoun, Boko Haram et d'autres groupes. Cette perspective pourrait se concrétiser si la mission récemment initiée par la France dans la région n'est pas couronnée de succès¹⁰⁷. La Russie cherche déjà (provisoirement) à s'implanter dans cette zone en renforçant son partenariat militaro-technique avec certains pays. En 2019, Moscou a signé un accord de coopération militaro-technique avec le Mali, et Mikhaïl Bogdanov a rencontré des représentants du Tchad pour discuter d'un éventuel accord similaire¹⁰⁸. La matérialisation de cette initiative dépendra d'un certain nombre de facteurs et de circonstances. En effet - et cela est bien compris par les membres du G5 Sahel -, un retrait français aurait des conséquences préjudiciables pour l'architecture de sécurité régionale et aggraverait des conditions économiques déjà difficiles.

En dernière analyse, il convient de souligner que les agissements de la Russie en général et celles de ses SMP en particulier en Afrique subsaharienne pourraient - même si leur impact stratégique est limité entraîner de graves dommages collatéraux. Couplées à l'affaiblissement progressif des acteurs européens et des États-Unis, les actions de la Russie visant à défier et à marginaliser les pays occidentaux, y compris la France, ouvrent la voie à une plus grande emprise de pays tiers sur la région. Un influent responsable de l'opposition congolaise (RDC), Christian Malanga, a évoqué l'émergence d'une nouvelle configuration en Afrique qu'il a résumée par la formule « argent chinois, muscles russes¹⁰⁹ ». Dans cette vision, la Russie serait chargée de fournir à plusieurs pays africains des services militaro-techniques en échange de certains bénéfices et concessions économiques. Il ne s'agit que d'une option parmi celles envisagées, mais, compte tenu de l'affaiblissement et du retrait progressif des puissances occidentales sur le continent, elle mérite d'être prise au sérieux.

^{107.} S. Sukhankin, « France to Lead Joint Effort in War on Terrorism in Sahel Region », $Terrorism\ Monitor$, vol. 18, n° 10, The Jamestown Foundation, 15 mai 2020, disponible sur: www.jamestown.org.

^{108.} S. Sukhankin, « Terrorist Threat as a Pre-Text: Russia Strengthens Ties with G5 Sahel », *Terrorism Monitor*, vol. 18, n° 6, The Jamestown Foundation, 20 mars 2020, disponible sur: www.jamestown.org.

^{109.} L. Misnik, « "Est' čto zaščiščat'" : rossijskih voennyh otpravât v Kongo » [« Il y a quelque chose à protéger » : des militaires russes seront envoyés au Congo], *Gazeta.ru*, 23 mai 2019, disponible sur : www.gazeta.ru.

Les dernières publications de Russie. Nei. Visions

- A. Piatakov, « La Russie et l'Amérique latine : un rapprochement difficile », No. 119, Ifri, juillet 2020.
- P. Baev, « Mutations, ambitions et limites de la culture stratégique russe contemporaine », No. 118, Ifri, juin 2020.
- M. Laruelle, « La politique arctique de la Russie : une stratégie de puissance et ses limites », No. 117, Ifri, mars 2020.
- A. Zakharov, « Deux amis dans le besoin : où va le partenariat stratégique russo-indien ? », No. 116, Ifri, octobre 2019.
- P. Baev, « La modernisation nucléaire russe et les "supermissiles" de Vladimir Poutine. Vraies questions et fausse posture », No. 115, Ifri, août 2019.
- A. Kalika, « Le "grand retour" de la Russie en Afrique ? », No. 114, Ifri, avril 2019.
- M. Laruelle, « Les milices russes et leur utilisation à l'intérieur et à l'étranger », No. 113, Ifri, avril 2019.
- N. Rolland, « La Chine dans les pays d'Europe orientale et du Caucase du Sud. Un entrisme sur la pointe des pieds », No. 112, Ifri, décembre 2018.
- Barbara Kunz, «L'Europe du Nord face au défi stratégique russe: quelles réponses politiques et militaires? », No. 111, Ifri, octobre 2018
- E. Vardanean, « La Moldavie entre la Russie et l'Occident. L'intégration européenne à l'épreuve des fractures intérieures », No. 110, Ifri, août 2018.
- D. Adamsky, « La campagne syrienne de Moscou : évolution de l'art stratégique russe », No. 109, Ifri, juillet 2018.

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante : souin@ifri.org.



